

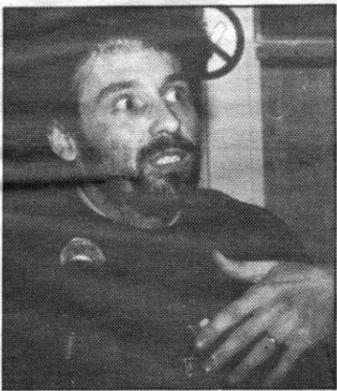
# La recolonisation via l'humanitaire

Les organisations non gouvernementales, le FMI et la Banque Mondiale

**Le débat sur la recolonisation du tiers monde et le rôle des organisations non gouvernementales partait du constat que la situation du tiers monde est devenue intenable. FMI et Banque Mondiale sont aussi de cet avis. Mais pour éviter les ennuis, ils comptent sur les ONG...**

Thierry Warmoes

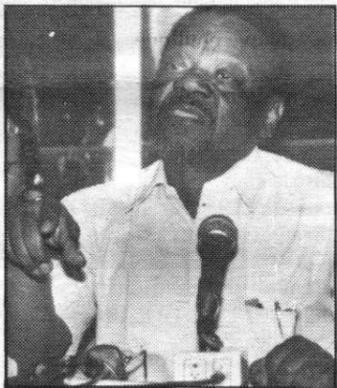
FMI et Banque Mondiale veulent éviter que les "seuils d'insurrection" soient dépassés.



Pol De Vos (Fonds Tiers Monde).

C'est pourquoi leurs "plans d'adaptation structurelle" doivent être accompagnés de "filets de sécurité sociaux" pour prévenir manifestations et insurrections. Aux organisations non gouvernementales (ONG) d'élaborer ces filets sociaux. Selon Pol De Vos, il s'ensuit que «les ONG servent surtout à préserver la stabilité économique et politique. Cela ne signifie toutefois pas qu'elles soient apolitiques. Que du contraire, leur rôle est de canaliser les forces progressistes vers la conciliation avec les intérêts du Nord, ou de les neutraliser.» Dans le monde actuel caractérisé par la domination absolue de l'impérialisme, poursuivait Pol De Vos, la seule solidarité possible est la solidarité anti-impérialiste. Nous devons soutenir les organisations qui renforcent les capacités de résistance de la population contre la politique du FMI.

D'après le Haïtien Joseph Roney,



Joseph Roney (Haïti).

les ONG américaines en Haïti représentent l'impérialisme américain, mais ce n'est pas le cas de toutes les ONG. Il y en a également qui sont liées au peuple. Mais elles doivent travailler clandestinement. Après le coup d'Etat, beaucoup d'ONG ont travaillé avec le gouvernement contre Aristide. Pour ne pas laisser crever les gens de faim, prétendaient-elles. Mais que constate-t-on? L'aide est vendue sur les marchés, jusqu'en République dominicaine. Seul le peuple souffre de l'embargo. Par contre, une partie de la bourgeoisie s'est renforcée grâce à l'embargo.

## Les ONG asservies par l'argent

Riad Malki, professeur à l'Université palestinienne de Bir Zeit, a expliqué clairement le paternalisme des ONG étrangères actives en Palestine. Les ONG internationales, disait-il, consacrent leur argent à des projets qui semblent intéressants selon leur critères, mais pas selon nos critères et besoins.

Les ONG palestiniennes sont fortement dépendantes de l'aide étrangère et elles adaptent leurs programmes aux exigences des ONG internationales. Elles sont tenues par l'argent. Petit à petit, les ONG locales reprennent les valeurs et les critères des ONG internationales. Les ONG qui refusent de s'adapter de cette façon ne reçoivent plus de fonds, sont

forcées de fermer progressivement leurs petits hôpitaux, leurs jardins d'enfants, etc. jusqu'à leur disparition complète.

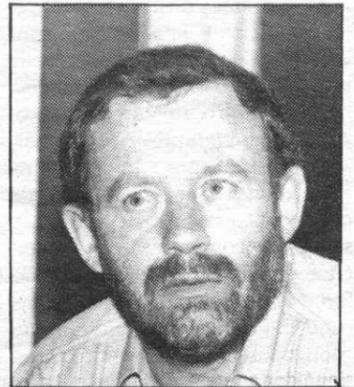
Ces trois dernières années, la Commission Européenne a donné aux ONG des directives claires pour qu'elles soutiennent uniquement les ONG locales qui approuvent le processus de paix en cours. Xavier Declercq, d'Oxfam, était en grande partie d'accord avec les thèses avancées par Pol De Vos et notamment avec le fait que les ONG contribuent à la stabilité des régimes en place.



Xavier Declercq (Oxfam).

l'Union Européenne». Aujourd'hui, nous nous trouvons à un tournant: allons-nous oui ou non poursuivre dans cette voie? Ainsi, il y a trois ans et demi, Oxfam a quitté le comité des ONG de la Banque Mondiale. Nous devons trouver des moyens de travailler qui ne confortent pas les régimes en place, tout en aidant la population à s'organiser.

Johan Cottenie, du NCOS, est parti du constat du triomphe du modèle néo-libéral; certaines ONG optent clairement pour ce



Johan Cottenie (NCOS).

Mais cela n'a pas toujours été le cas, disait-il. Fin des années 60, début des années 70, les ONG défendaient les intérêts du Sud. Ce n'est que depuis 1975 que les ONG disposent de beaucoup d'argent et sont devenues, comme l'exprimait un fonctionnaire, «une section de

modèle. Mais cela n'est pas le cas pour les organisations membres du NCOS. A propos des interventions humanitaires, Johan Cottenie estime que l'enjeu n'est pas l'humanitaire mais la survie et la croissance des ONG concernées.

## Rwanda: genèse d'un génocide

**Ce débat a débuté par une minute de silence à la mémoire des milliers de victimes du conflit. Puis, cinq orateurs ont expliqué leur vision de la crise.**

Luc Bertels

Gasana Ndobu, coordinateur du Comité pour le respect des droits de l'homme et de la démocratie au Rwanda, a mis l'accent sur les effets de 100 ans de présence européenne au Rwanda, qui est devenu une société «subalterne et subordonnée» au pouvoir colonial belge. L'indépendance, en 1962, n'a pas entraîné de changement radical entre le colonisé et le colonisateur, mais une ethnisation par outrance de la société, dirigée par une nouvelle élite politique soutenue par la Belgique.

Le Front Patriotique Rwandais (FPR), qui a entamé la lutte armée en octobre 1990, était représenté



Gasana Ndobu, Antoine Nkabuwakibili, Médard Nduwamungu, Joseph Matata.

par Antoine Nkabuwakibili. Le Front a opéré pendant 10 ans dans la clandestinité. Aujourd'hui, il n'est pas question pour lui «de s'asseoir à une table avec les milices du parti du président et les troupes de la garde présidentielle, qui ne cessent de massacrer les

populations civiles». Le représentant a aussi rappelé certaines désinformations parues dans la presse belge selon lesquelles «les atrocités au Rwanda auraient été commises par des illettrés», alors que ces massacres sont une chose organisée par des officiers, par des



militaires du régime. Selon Médard Nduwamungu, membre fondateur du Parti Libéral du Rwanda, le régime de Habyarimana, dit de «démocratie responsable», a instauré un climat de terreur. Il y a eu d'innombrables meurtres, mais pas de meurtriers.

Aucune enquête, aucune poursuite judiciaire n'a eu lieu.

Joseph Matata a parlé de «l'arme terrible de la désinformation et de l'intoxication». Après l'offensive militaire du FPR, 10.000 Rwandais ont été emprisonnés comme «complices du FPR». 60% des ces détenus étaient des Hutus: «Moi même j'en faisais partie. Je suis un Hutu qui a épousé une Tutsi. En 1990, j'ai payé le prix. J'ai été emprisonné pendant 75 jours. J'ai subi un mois de tortures».

Selon Ludo Martens, président du PTB, celui qui veut analyser les massacres au Rwanda et «la barbarie africaine» doit «commencer par dire que c'est l'impérialisme belge qui a formé la garde présidentielle, cette armée antipopulaire de tueurs».

L'Occident s'est imposé pendant 30 ans par l'entremise d'une bourgeoisie parasitaire devenue inefficace. Aujourd'hui, il pense à une recolonisation ouverte de l'Afrique. Ce projet impérialiste est aussi préparé par la presse «démocratique» belge, qui ne dit mot des exactions de l'impérialisme en Afrique.